

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-dette-grecque-c-est-clair-comme-de-l-eau-de-roche>

La dette grecque : c'est clair comme de l'eau de roche

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 19 juin 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Tsipras joue fin et bien

Magnifique semaine européenne. Tsipras joue bien et fin. Les matamores de l'Union européenne et les faces de pierre de la Troïka se sont pris à leur propre piège. On les voit une fois de plus piétiner eux-mêmes les absurdes traités européens en se réunissant à quelques-uns avec le banquier central européen alors qu'une telle concertation est formellement interdite par les traités. Ils sont dans la nasse. La crise qu'ils ont provoqué par leur intransigeance menace de leur exploser à la face ! D'un côté ils refusent de relâcher leurs exigences barbares. Car c'est bien de cela dont il est question. Relever la TVA à 23% dans un pays en état de sous-consommation vertigineux de pauvreté de masse est une exigence barbare. Retarder l'âge de départ à la retraite et l'accès aux retraites complémentaires dans un pays où les retraités sont les soutiens de familles entières, c'est barbare. Et ainsi de suite.

Car telles sont bien les violences que « l'Europe qui protège » veut infliger aux Grecs en plus de toutes leurs souffrances actuelles ! Mais de l'autre côté, Tsipras refuse de leur céder. Alors ? De quel côté est la dissuasion nucléaire ? Ah ! Ah ! Du côté de Tsipras évidemment. Car l'Union européenne n'a pas les moyens d'éjecter la Grèce de la zone euro ! La banqueroute qui en résulterait obligerait immédiatement à payer les engagements du mécanisme européen de stabilité (MESF). Le truc voté pendant la présidentielle de 2012 par le PS et l'UMP en plein débat sur la viande halal (merci à France 2 pour avoir été l'agent actif de cet enfumage magistral !). Alors, ce serait ruineux pour qui, je vous prie ? Oui, ruineux pour qui ? C'est trop drôle. Et de surcroît, la monnaie européenne serait totalement ébranlée au point de menacer l'équilibre de toute la zone euro. À quoi s'ajouterait une onde de choc sur le marché mondial gigantesque. Qui sera ruiné ? Pas la Grèce. Elle l'est déjà ! Ici se vérifie l'hypothèse que je n'ai cessé de rappeler : dans le rapport de force entre créancier et débiteur, la faiblesse du créancier augmente avec la masse de sa créance. Obama s'en rend compte à présent. Il demande aux européens de surveiller leurs actes et de ne pas augmenter la volatilité du marché financier. Il faudra passer la consigne au FMI et madame Lagarde, cher Barack ! Je vais y venir.

Pour l'instant, comme je l'ai déjà dit ici, à la fin, le peuple grec reste groupé parce que son gouvernement ne le trahit pas. A l'inverse le camp adverse se désunit et se dispute sur la façon d'agir. Il faut intégrer le fait que le front des durs n'a jamais été homogène et ne peut pas l'être tant les intérêts particuliers qui le composent sont divers et divergents et tant les appréciations sont controversées entre chacun. Tant que tout le monde cédait, la ligne dure pouvait gagner sans problème. Tout le monde suivait puisque ça marchait. Mais depuis que ça ne marche plus... la discussion est ouverte.

Le problème posé est entièrement politique. Exclusivement. Sur le plan technique, il n'y a aucune difficulté à effacer la dette grecque par des moyens de procédure comptable. Exemple : étaler la dette grecque sur cent ans ! A 1% d'inflation par an, elle a fondu à la fin. En reportant les dates de paiements, on facilite encore la manœuvre. Pendant ce temps, les titres restent inscrits dans les bilans à leur valeur faciale et tout reste en ordre puisque personne ne perd rien. Surtout que 80% de la dette grecque est en main des organismes publics dorénavant. C'est un exemple et rien de plus. Mais cela montre que la question n'est pas technique. Elle est politique. Si cela est fait pour la Grèce, alors pourquoi pas pour les autres ? Autrement dit, tout le système de l'ordolibéralisme s'effondre. Les traités budgétaires deviennent des chiffons de papier, le blabla austéritaire s'enroue. Et ainsi de suite.

A mes yeux, le plus frappant est l'incohérence grandissante dans le camp des créanciers. Le FMI mène le bal des faucons. Souvenons-nous que c'est madame Merkel qui a demandé et obtenu que le Fonds soit intégré dans la Troïka où, normalement, il n'a rien à faire. Dans le cadre de la pagaille grandissante le FMI est en train de se vriller. Les derniers jours ont confirmé [ce que je disais dans ma précédente note](#) à propos du rôle du Fonds Monétaire International dans le cas grec. Avec l'Allemagne de Mme Merkel, le FMI de Christine Lagarde est le principal obstacle à un accord honnête entre le gouvernement grec et ses créanciers. Alors que les créanciers avaient fini par

se mettre d'accord entre eux mardi dernier, le FMI a menacé unilatéralement de ne pas assumer sa part de responsabilité en cas d'accord avec le gouvernement grec. Il a menacé de ne pas verser sa part d'aide ! Un nouveau raidissement dans l'intransigeance.

Première intransigeance : le refus de la renégociation de la dette grecque. Certains de mes lecteurs ont attiré mon attention sur le fait que le FMI s'est dit, il y a quelques mois, favorable à une restructuration de la dette grecque. C'est vrai. Mais cela ne doit tromper personne. Premièrement, comme les autres créanciers, le FMI refuse catégoriquement d'ouvrir la discussion sur la restructuration avant le bouclage du programme actuel. Sa promesse n'engage donc que ceux qui la croient. Dans ce domaine, l'expérience est très instructive. Les créanciers ont déjà fait des promesses de ce type sans les tenir. Ainsi avaient ils juré que si la Grèce parvenait à équilibrer son budget au point de dégager un excédent avant le paiement annuel de sa dette (cela s'appelle un « excédent primaire »), ils accepteraient de renégocier. Le ministre de droite Samaras y parvint. Aucune renégociation de la dette n'eut pourtant lieu. Deuxièmement, le FMI a évoqué assez vaguement un allongement de la durée de la dette. Mais en aucun cas une annulation, cela va de soi. Mais surtout pas la seule mesure réformatrice raisonnable : une indexation des remboursements sur la croissance comme le réclame le gouvernement grec.

La provocation, dans l'histoire, c'est que le FMI envisage de restructurer la dette détenue par la Banque centrale européenne et les États européens. Mais pas celle qu'il détient lui-même ! Chacun pour soi ! Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! Or, depuis son élection en janvier dernier, c'est au FMI que le gouvernement Tsipras a versé l'écrasante majorité de ses remboursements. Près de 3 milliards d'euros. Et c'est encore au FMI que sont dus 1,6 milliards d'euros ce mois de juin. Or, la Grèce ne peut pas payer cette somme. Il ne suffirait pas de renégocier les échéances futures auprès de la BCE. Il faut que le FMI accepte la restructuration immédiate de la dette grecque. Or, le dernier épisode montre le contraire. Le FMI a bien accepté que la Grèce regroupe ses 4 échéances du mois de juin en une seule, à la fin du mois. C'est une micro-restructuration en quelque sorte. Mais Mme Lagarde n'y est pour rien. Elle a été mise devant le fait accompli par l'ingéniosité du gouvernement grec. En effet, Tsipras et les siens ont trouvé et exploité une phrase du règlement du FMI qui prévoit une telle action. Mais j'ai lu que Mme Lagarde a découvert la demande grecque et son caractère automatique seulement quelques minutes avant que les dirigeants du FMI n'en soient officiellement saisi. Le site internet boursorama.fr [écrit ainsi](#) : « Dans la matinée de jeudi, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, affirmait ainsi ne pas "être informée de ce genre de choses"... quelques minutes seulement avant que le Fonds ne prenne acte de la requête grecque. Le FMI a tenu à préciser que la requête n'avait même pas à être approuvée par ses soins. En clair, le pays demandeur a juste à "informer" le FMI » .

La deuxième intransigeance du FMI porte sur l'exigence d'une nouvelle baisse des pensions de retraites. Mme Lagarde ne cesse d'exiger une nouvelle réforme des retraites incluant des baisses dans les pensions, et un nouveau report de l'âge de la retraite. Le FMI exigerait même la suppression de l'EKAS, une prime versée en complément des retraites inférieures à 700 euros par mois, et qui va 30 à 230 euros par mois, selon les revenus. Le journaliste de France 2, François Beaudonnet, a même affirmé dans le journal de 20h du 3 juin à ce sujet que « le FMI est intraitable ». Et il a précisé « On me raconte qu'à chaque début de réunion avec la Grèce, le FMI dit : "bon alors, cette réforme des retraites" » en guise de provocation. Il paraît que même le président de la Commission européenne Jean-Claude Junker serait prêt à lâcher sur les retraites. Mais le FMI impose une ligne dure, empêchant toute discussion constructive. Le Monde du 4 juin écrivait ainsi que « l'institution internationale a contribué à bloquer les négociations sur une liste de réformes contre des prêts supplémentaires à Athènes. Il exigeait encore, le week-end dernier, une réforme des retraites avec des baisses supplémentaires du niveau des pensions ». Quoi ? Les négociations étaient bloquées à cause du FMI ? Mais alors pourquoi accuser sans cesse le gouvernement grec ?

Tsipras et les Grecs ne peuvent accepter une nouvelle baisse des retraites. Le journaliste de Latribune.fr, Romaric Godin, a très bien démontré pourquoi [dans un de ses récents articles](#). Des raisons économiques et sociales évidemment et des raisons politiques. Les retraités grecs ont déjà été saignés avec des baisses massives. Alors que

le chômage est massif, particulièrement chez les jeunes, les retraités sont devenus un pilier financier indispensable à la vie quotidienne d'une large part des familles du pays. Couper dans les retraites à nouveau frapperait l'ensemble de la société grecque ! Politiquement enfin, Tsipras a toujours combattu les mesures d'austérité en général et les coupes dans les retraites en particuliers. Et même le gouvernement de droite précédent avait refusé ces coupes. Ce que le FMI exige, c'est ce qu'il n'a pas pu obtenir de la droite grecque ! Accepter ces coupes, serait un suicide économique pour la Grèce et un reniement suicidaire pour Tsipras.

Le FMI sait tout cela. Mais il continue. Par sadisme ? Par dogmatisme idéologique ? Ou par panique ? Il aurait pourtant toutes les raisons de faire profil bas. La Grèce aura été un nouveau fiasco pour les docteurs Diaforis du FMI. Leur cure d'austérité devait remettre le malade sur pied ? C'était la formule de Strauss-Kahn ! Elle a aggravé la crise, fait exploser le chômage, la pauvreté mais aussi la dette ! Echec total ! Les économistes du FMI ont même dû reconnaître, piteux, cet échec. Ils ont avoué avoir sous-estimé l'impact négatif des mesures d'austérité sur l'économie. Il n'y avait pourtant pas besoin d'être un aigle pour s'en douter. L'histoire des années 1930 en Europe et plus récemment en Amérique latine a démontré de manière foudroyante la nullité de ces théories économiques. L'Amérique latine, surtout. La suite de ces sottises était écrite d'avance.

Mais le FMI ne recule pas. Il assume son rôle de gardien des exigences de la finance et des partisans de l'ordolibéralisme. Ce rôle, c'est celui que lui a confié Angela Merkel, la chancelière allemande au début de la crise grecque. En 2010, c'est elle qui a imposé aux autres Européens le recours au FMI. Il paraît que Nicolas Sarkozy, alors président français, et Jean-Claude Juncker, alors président de l'Eurogroupe étaient contre. Mais ils ont cédé à Mme Merkel. Pourquoi Mme Merkel tenait-elle tant à la présence du FMI ? D'abord sans doute pour intégrer les États-Unis d'Amérique dans la discussion. Car au FMI, les États-Unis, et eux seuls, ont un droit de veto. Et l'alignement de Mme Merkel sur les États-Unis n'est plus à démontrer. Les scandales de l'[espionnage de la France par les services secrets allemands au profit des agences de renseignements américaines](#) ont peut-être déçillé quelques yeux.

Le blocage en cours c'est, en quelque sorte, une application poussée un peu plus loin de l'ordolibéralisme allemand. Que les peuples et les politiques ne se mêlent pas d'économie. Le FMI, par son statut, est hors de portée de tout changement populaire. C'était donc l'allié parfait. Ce que *Le Monde* écrit clairement : « *le Fonds est aussi régulièrement critiqué à Bruxelles pour son approche, jugée insuffisamment politique et peu adaptée à la réalité de la Grèce. Plus récemment, le fait que le FMI, fin 2014, ait contribué - déjà - à bloquer les négociations qui s'étaient engagées entre [le Premier ministre de droite] Samaras et les créanciers du pays, sur la fin du deuxième plan d'aide à la Grèce, ne passe pas non plus à la Commission européenne. De fait, si un accord avait été trouvé à ce moment-là, le psychodrame de ce printemps n'aurait probablement pas eu lieu* ». En 2010, l'arrogant ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble était contre l'appel au FMI, paraît-il. Il souhaitait que le gouvernement allemand garde seul le dernier mot. Mais l'expérience l'a fait changer d'avis. Il a récemment salué le coup de maître de sa cheffe Merkel. C'était dans sa récente et stupéfiante [interview aux Echos](#). Il a dit « *j'étais de l'avis que les Européens pourraient régler entre eux. La chancelière était d'un autre point de vue et depuis, les faits lui ont donné raison* ». Le FMI remplit son rôle au-delà même des espérances de cet *ultra* ! Et tant qu'il n'y a pas d'accord sur la fin du programme, il n'y a pas de discussion sur la restructuration de la dette grecque. Le FMI est le meilleur allié de Schäuble à cette étape. Il ne fait aucun doute que si la discussion devait s'engager sur une restructuration de la dette grecque comme c'est indispensable, Schäuble reviendrait à sa position de départ. Il prépare d'ailleurs le terrain en rappelant que Christine Lagarde, lorsqu'elle était ministre française, était également contre l'intervention du FMI. Si jamais le FMI ne tient plus la ligne dure de Berlin, c'est l'Allemagne de Merkel et Schäuble qui reprendra la main.

Peut-être me dira-t-on encore que je surligne trop les faits. Ecoutez ceci. Depuis plusieurs mois à l'initiative de l'Argentine, un comité technique de l'ONU a été constitué pour préparer des propositions en vue d'un règlement universel pour les banqueroutes « légitimes » des États. Enfin ! Qui s'y oppose ? Onze pays de l'Union européenne ! Dont la France et l'Allemagne ! Ah les braves gens ! Ce n'est pas tout. Le comité en question s'est officiellement plaint de l'attitude méprisante de l'UE qui le tient à l'écart de toute discussion et concertation à propos du problème

des dettes souveraines en Europe ! Après quoi les mêmes feront des gargarismes sur la mondialisation hélas « incontournable » et autres blabla pédant pour enfumer les naïfs ! La mondialisation n'est en rien une nouveauté dans l'histoire humaine ! Ce que nous affrontons c'est la globalisation financière et ses chiens de garde qui empêchent la politique et les peuples de s'en mêler et d'y mettre de l'ordre !

J'achève sur un point de mémoire active et politique. Mme Lagarde s'était montré bien moins exigeante avec les banques qu'avec la Grèce. En 2010 lorsqu'elle était ministre des Finances, elle n'a pas hésité à débloquer des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour renflouer les banques frappées par la crise des subprimes. De même qu'en atteste la louche rapidité avec laquelle une banque en particulier a pu bénéficier de [1,7 milliards d'euros de réduction fiscale](#) en accusant le trader Jérôme Kerviel. Mme Lagarde s'est aussi montré très conciliante avec les banques lorsqu'en 2010 et 2011, les Etats européens, le FMI et la Banque centrale européenne leur ont racheté les titres de dettes publiques grecques qu'elles détenaient. La crise d'aujourd'hui vient de là. Si la Grèce fait défaut, les Etats, le FMI et la BCE perdront leurs créances. Mais ce ne sera pas la faute de Tsipras. Ce sera la faute de Lagarde, Merkel, Sarkozy et les autres qui ont décidé de collectiviser les dettes privées des banques plutôt que de laisser leurs actionnaires assumer les conséquences de leurs « risques ».

Cette logique est à la base de la nouvelle campagne d'affiches du Parti de gauche. Le slogan est « *si la Grèce était une banque, elle serait déjà sauvée !* ». Mme Lagarde s'en serait certainement occupée dans la minute. En attendant, le bilan est écrasant. Ce que nous, les « rêveurs », les « irresponsables », nous annonçons, se réalise sous nos yeux. Leurs solutions, même du point de vue capitaliste, sont absurdes et dangereuses. Tout cela finira comme c'est évident : personne ne paiera la dette ! Comment régler cette situation inéluctable : par la crise ouverte ou par les solutions en sifflet que nous proposons depuis le début ? À ce point de la situation, nous pourrions bien gagner sur tous les tableaux. Qui pleurera sur l'Union européenne actuelle si elle va au fossé ? On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif.

[Jean-Luc Mélenchon](#). Paris le 9 juin 2015.

[**Jean-Luc Mélenchon**, né à Tanger au Maroc¹, est un homme politique français. Militant socialiste à partir de 1977, il est successivement élu conseiller municipal en (1983), conseiller général (1985) puis sénateur en 1986, 1995 et 2004, enfin député européen en 2009. Il est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, dans le gouvernement Jospin. Il fait partie de l'aile gauche du Parti socialiste jusqu'au congrès de Reims de 2008, à l'issue duquel il quitte ce parti pour fonder le Parti de gauche (PG), dont il devient d'abord président du bureau national, et puis, coprésident, fonction qu'il conserve jusqu'en 2014. Il est le candidat du [Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012, où il arrive en quatrième position au premier tour, avec 11,10 % des voix.])]